

L'AGENT.

Tout à l'heure vous l'exercerez.

SIXIÈME DÉLÉGUÉ, au nom de plusieurs autres.

Nous sommes les passementiers, les brodeurs, les bijoutiers, les coiffeurs.

L'AGENT.

Vous auriez dû apprendre d'autres états.

SIXIÈME DÉLÉGUÉ.

C'est possible. En attendant, nous pensons que nous devons vivre. Le droit au travail est pour nous comme pour les autres.

L'AGENT.

Sans doute ; vous l'exercerez comme les autres.

SEPTIÈME DÉLÉGUÉ.

Délégué des gens de lettres et des artistes. C'est dire assez les misères que je représente.

L'AGENT.

Quel est ton nom.

SEPTIÈME DÉLÉGUÉ.

Je le tais. Puissé-je l'oublier !

L'AGENT.

Pourquoi ?

SEPTIÈME DÉLÉGUÉ.

Je ne voudrais pas que la postérité pût accuser la république d'avoir laissé mourir de faim un homme tel que moi. Je me nomme..

L'AGENT.

Ne me le dis pas. Si j'allais ne te point connaître, tu serais trop malheureux. Vivais-tu de ton métier ? Vous n'en viviez pas tous. Combien êtes-vous ici ?

SEPTIÈME DÉLÉGUÉ.

Écrivains, peintres, musiciens, nous sommes quinze cents. Tant bien que mal, nous nous tirions d'affaire agréablement pour le public et pour nous. Nous étions l'esprit et le délasement de la nation.

L'AGENT.

Il paraît que la nation ne tient plus tant à s'amuser, ou que vous ne l'amusez plus. Que veux tu que la république y fasse ?

SEPTIÈME DÉLÉGUÉ.

Je voudrais que la république nous donnât du pain. Elle y est tenue par l'intérêt de sa gloire ou tout au moins par le devoir de la reconnaissance. Qui a fait plus que nous pour elle ?

L'AGENT.

Je ne vois pas en quoi la gloire de la république est intéressée à ce que vous fassiez des chansons, des romans, de la musique, des tableaux. Vous vous occupiez de tout cela pour les oisifs. Il n'y a plus d'oisifs, vous n'êtes plus bons à rien. Le peuple est sérieux et n'a nul besoin de vos petits talents. Quant à la reconnaissance, la république n'en doit à personne, et tout le monde lui doit respect, dévouement et amour. Vous causez volontiers, vous autres ; ne perdez pas de vue ce principe dans vos entretiens. La république, comme une bonne mère, va vous procurer du travail. Ne déchirez pas lamain qui vous nourrit. (Elevant la voix et s'adressant à la foule.) Citoyens, la république sociale vous donne à la fois tout ce que vous pouvez désirer : du travail et du pain, un pain bien gagné par un travail utile. (Montrant l'église.) Voyez ce monument, foyer des superstitions que l'ordre nouveau vient abolir, et que plusieurs d'entre vous avaient ébranlées ; la république vous en fait don. Un décret du consul vous le livre. Il est à vous. Détruisez-le sans respect pour l'art qui s'est efforcé de l'embellir. L'art n'est digne de respect qu'autant qu'il se respecte lui-même. En se consacrant à la

superstition, il a mérité le sort de la superstition.— Si, chose impossible, une contre-révolution éclatait, que du moins elle ne retrouve pas ces bastilles de l'intelligence, d'où les préjugés, la misère et l'esclavage se sont répandus sur le monde. Ces édifices odieux vont disparaître du sol libre qu'ils ont trop longtemps souillé. Ceux même que l'on réserve temporairement pour suppléer à l'insuffisance des prisons ne resteront pas longtemps debout. Mettez-vous donc à l'œuvre. Le service que vous rendez à l'humanité sera votre première récompense, la plus douce à vos âmes socialistes.— La république sait que l'ouvrier doit vivre de son travail. C'est à quoi le gouvernement a pourvu en vous abandonnant cette église. Les matériaux seront vendus par vous à votre profit. Pierre, fer, bois, tableaux, et ce que vous pourrez trouver d'objets précieux dans les sépultures, tout vous appartient. Vous vous partagerez ce bénéfice au moyen d'une répartition fraternelle. La république ne se réserve que le bronze et le plomb pour en fondre des canons et des balles. Vive la république ! (Profond silence.) Ce silence m'étonne. Ai-je affaire à des ingrats ou à des royalistes, ou à des jésuites ?

UN DÉLÉGUÉ.

C'est trop se moquer de nous.

UN AUTRE DÉLÉGUÉ.

Nous demandons du pain, ou nous donne des pierres. (Murmures.)

L'AGENT.

Le travail changera ces pierres en pain.

UN DÉLÉGUÉ.

Si nous en faisons du pain, on nous le volera. La république est gouvernée par des voleurs.

UN AUTRE DÉLÉGUÉ.

Nous voulons bien démolir l'église, mais nous voulons être payés.

L'AGENT.

Et avec quoi voulez-vous qu'on paie ? Le trésor est vide

UN DÉLÉGUÉ.

C'est la faute de ceux qui en tiennent la clé.

CRIS DANS LA FOULE.

À bas le gouvernement ! à bas les voleurs !

L'AGENT.

Ces cris sont séditieux. S'ils continuent, je dis-ous l'atelier, et je fais arrêter les coupables.

UN DÉLÉGUÉ, montant sur une borne.

À bas les voleurs, les insolens et les traîtres ! À bas les scélérats qui ont abusé le peuple, et qui, parvenus au pouvoir, ne savent plus que nous insulter, nous décimer et nous faire mourir de faim ! Citoyens, laisserons-nous encore long temps cette vermine nous dévorer ? Pour moi, j'aime mieux la mort. (A l'agent.) Regarde-moi, et reconnais-moi, pour m'envoyer au boureau quand tu m'auras pris ! Mais, avant de me prendre, tu goûteras du pain que la république nous donne.

(Il lui lance une pierre.)

L'AGENT.

Je suis mort : feu sur ces gredins !

(L'escorte de l'agent fait feu. Plusieurs ouvriers tombent. Les autres se précipitent sur les soldats, les désarment et les chassent. L'agent est lapidé et pavo.)

UN DÉLÉGUÉ.

Barricadons-nous. Puisque nous ne pouvons vivre en travaillant, mourrons du moins en combattant. Allons chercher la liberté jusque dans la tombe.